



Wallonie



# LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

SPW | Éditions

TOUT SAVOIR

Agriculture

## JOSÉ RENARD : « RÉINVENTER L'AGRICULTURE WALLONNE DE DEMAIN »

### CADRE LÉGAL

Code wallon  
de l'Agriculture  
et de  
l'Horticulture

P. 8-9

### APAQ-W

Quand les  
fermes mettent  
les petits  
plats dans les  
grands

P. 16

## « LA LIGNE DE CONDUITE : REPLACER LE PRODUCTEUR AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS »

Lorsque je suis devenu Ministre de l'Agriculture en 2011, j'ai lancé le projet de création d'un Code wallon de l'Agriculture et de l'Horticulture, avec pour ligne de conduite de replacer le producteur au centre des préoccupations et de lui permettre de prendre part à la définition des politiques agricoles menées en Wallonie. Notre Agriculture est avant tout une affaire d'hommes et de femmes sur le terrain !

Vous replacer au centre de la politique agricole signifie tout d'abord vous donner la parole, écouter votre message et en débattre ensemble. En tant que Ministre de l'Agriculture, je suis donc allé à votre rencontre à l'occasion d'une vingtaine de réunions de concertation auxquelles plus de 3.000 d'entre vous ont participé.

Vous situer au cœur de la politique agricole passe également par un travail d'information qu'accomplit quotidiennement la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service public de Wallonie (DG03) et ses nombreux services d'encadrement qui vous sont entièrement consacrés.

Enfin, la reprise des parutions du magazine *Les Nouvelles de l'Agriculture* y contribuera. Par la lecture de ce périodique, vous prendrez connaissance des actions menées par l'Administration wallonne et des politiques mises en œuvre ensemble pour répondre à vos besoins.

Je vous en souhaite une bonne découverte et vous donne rendez-vous à la Foire agricole de Libramont et plus précisément au Village 'Agriculture de Wallonie'.

A bientôt !

**Carlo DI ANTONIO**

Ministre wallon de l'Agriculture

# LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

N°0

JUILLET, AOÛT et SEPTEMBRE  
2013

Les Editions du SPW

Magazine d'information trimestriel de  
l'agricultureÉdité par la Direction générale  
opérationnelle de l'Agriculture,  
des Ressources naturelles et de  
l'Environnement (DGO3)  
Département du Développement  
Direction CREA

Îlot St Luc

Chaussée de Louvain 14

5000 NAMUR

Tél. 081 64 94 11


<http://agriculture.wallonie.be>

Editeur responsable : José Renard,

Directeur général a.i.

Responsable du Département :

Jean Marot, Inspecteur général a.i.

Directeur de la Publication :

Josi Flaba, Directeur

Rédactrice en Chef :

Emmanuelle Michaux,

Chargée de Communication

Secrétaire de Rédaction :

Agnès Larcin, 1<sup>ère</sup> Assistante

Equipe de rédaction : Josi Flaba,

Agnès Larcin, Véronique Renaux,

Geoffroy Simonart, Joelle

Vandersteen

Collaborations à cette édition :

Philippe Carre, Steven &amp; Veerle

Devos, Anne Dumont, Gilles Gauthier,

François Ghysel, Guy &amp; Anne-Marie

Grodent, Eric Froidmont, Christian

Lambay, Julien Raucq, José Renard,

Geoffroy Simonart, Damien Winandy

Photo de couverture : Christian

Lambay

Conception graphique et édition :

Together

Relecture : Véronique Renaux

Transposition en langue allemande :

Irmgard Drese



P 4-7

## RENCONTRE

### « RÉINVENTER L'AGRICULTURE WALLONNE DE DEMAIN »

#### JOSÉ RENARD

Directeur général a.i. de la  
Direction générale opérationnelle  
de l'Agriculture, des Ressources  
naturelles et de l'Environnement

## CADRE LÉGAL

### CODE WALLON DE L'AGRICULTURE ET DE L'HORTICULTURE

p. 8-9

## TENDANCES

### UN PLAN POUR DOUBLER LA DOSE DE BIO EN WALLONIE

p. 10-11

### PROTÉINES : PLUS D'AUTONOMIE POUR PLUS D'ÉCONOMIES

p. 12-13

### DE L'OR VERT DANS LES FUMIERS

p. 14-15

## LES COULISSES DES...

### QUAND LES FERMES METTENT LES PETITS PLATS DANS LES GRANDS

p. 16

## BRÈVES

### FOIRE AGRICOLE DE LIBRAMONT • LA PHYTOLICENCE • LA CHASSE

p. 17-18

### LE PROJET DE CENTRALE DE MARCHÉS

p. 20

n° Vert 0800 11 901 – [www.wallonie.be](http://www.wallonie.be)



# RÉINVENTER L'AGRICULTURE

Un cadre bien en vue sur une étagère dans le bureau de José Renard. Il renferme la photo un peu jaunie d'un couple de chevaux. Un Ardennais et un Trait belge. Du lourd. Du solide. Comme les racines de l'agriculture. Et comme un *modus vivendi* pour celui qui dirige désormais la DGARNE (la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement) ou la DGO3 pour les initiés. Il remplace à ce poste Claude Delbeuck, désormais numéro un du Service public de Wallonie.

José Renard est fier de ses racines ardennaises – il est né sur les hauteurs de La Roche-en-Ardenne (à Hives, précisément) – mais c'est en vrai Wallon qu'il veille désormais sur une administration de plusieurs milliers de fonctionnaires en contact avec des dizaines de milliers de professionnels. Entretien.



## JOSÉ RENARD

Directeur général a.i. de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement

# WALLONNE DE DEMAIN

## Qui êtes-vous José Renard ? Quel est votre parcours professionnel ?

**JR :** « Je suis ingénieur agronome, j'ai fait la plus grande partie de ma carrière dans l'administration mais j'ai toujours gardé une fibre agricole. Je suis né dans une ferme à une époque où tout le monde au village avait quelques vaches et quelques cultures. Aujourd'hui encore, des membres de ma famille et de ma belle-famille sont des professionnels du secteur... Ceci pour dire combien je suis proche des agriculteurs, combien je partage leurs préoccupations. Mon diplôme en poche, j'ai d'abord travaillé comme enseignant avant de rejoindre à Bruxelles en 1988, le Ministère encore national à l'époque, de l'Agriculture. J'ai ainsi pu découvrir l'autre facette du secteur et rapidement je m'y suis bien plu. »

## Est-il possible de veiller sur des intérêts fondamentalement ruraux en étant basé à Bruxelles ?

**JR :** « Je travaillais à Bruxelles mais j'habite la campagne namuroise. Et puis, je le pense vraiment, le fait d'avoir des racines agricoles m'a permis de garder les pieds sur terre. J'ai souvent pu, dans des réunions diverses, ramener les gens à la réalité des choses et faire preuve de 'bon sens paysan' ! J'ai longtemps travaillé au service 'Politique de l'intégration' (NDLR : de l'intégration européenne) où j'ai vraiment pu confronter la théorie aux réalités que je percevais sur le terrain. »

## Vous êtes donc un acteur de la construction européenne ?

**JR :** « Si vous voulez, au début, je n'étais pas en première ligne mais j'ai, assez vite, effectivement participé à la construction européenne, et plus particulièrement à la Politique agricole commune (PAC) en représentant les intérêts de la Belgique dans les négociations techniques qui préparent les grands accords politiques. »

**« MON BUT C'EST DE FAIRE PLUS ET MIEUX AVEC MOINS DE MOYENS CAR LE SERVICE AUX CITOYENS NE DOIT PAS FAIBLIR »**

## Est-il facile de confronter la vision du terrain avec celle de la technocratie européenne ?

**JR :** « Ce n'est pas toujours simple, notamment car cela suppose de confronter en permanence les idées de fonctionnaires très orientés chiffres et textes légaux avec les inquiétudes de gens qui ont une vision plus immédiate de la réalité, qui voient surtout l'impact direct sur leur coin de territoire. En fait, cela témoigne souvent d'un déficit de communication une fois que les décisions sont prises. Il manque souvent quelqu'un pour expliquer au monde rural le sens d'une décision précise à un moment précis. Cela a été très flagrant lors de la grande réforme de la PAC en 1992 : elle a été très mal expliquée, donc très mal vécue sur le terrain. On en a retenu les leçons pour les réformes suivantes. Personnellement, j'ai pris mon bâton de pèlerin pour expliquer dans de nombreuses soirées d'information l'Agenda 2000, la réforme de 2003 etc. »

## Et pendant ce temps, vous êtes passé du niveau fédéral au niveau wallon...

**JR :** « Exact, j'ai fait le choix de la Région et j'ai d'ailleurs été un acteur de ce transfert de compétences puisque j'ai fait partie de la cellule provisoire pour la régionalisation de l'agriculture. Et j'ai continué mon travail de préparation des décisions européennes. J'ai notamment eu la chance d'être le porte-parole belge au 'Comité spécial agriculture', un groupe de hauts fonctionnaires qui intervient en amont des travaux du Conseil des Ministres. »

## Cela donne un certain pouvoir...

**JR :** « En tout cas un pouvoir de proposition. »

## Ceci nous amène vers 2008, année charnière dans votre carrière...

**JR :** « Je suis effectivement devenu Inspecteur général *ad interim* à la



© Marc Fasol

## « LA FERME IDÉALE, C'EST UNE EXPLOITATION DE TYPE FAMILIAL. »

Division de la Politique agricole de la Direction générale de l'Agriculture. C'était peu de temps avant la fusion avec l'environnement. Celle-ci est l'actuelle DG03 du Service public de Wallonie. C'est également à ce moment que fut créé le 'Département des Politiques européennes et des Accords internationaux' dont j'ai assumé la responsabilité. Deux ans plus tard, j'ai été désigné Inspecteur général par le Gouvernement wallon. La dernière étape est celle que je viens de vivre en étant désigné Directeur général *ad interim* à la tête de la DG03 »

### Ce poste, c'est un couronnement de carrière ?

**JR :** « C'est d'abord un nouveau défi. C'est aussi le résultat d'une carrière où j'ai été amené à faire des choix, où j'ai parfois eu de la chance mais où j'ai aussi su saisir cette chance en

acceptant par exemple des postes *ad interim*. Mais, oui c'est un défi ! D'abord parce que la DG03 ce sont 2.300 fonctionnaires et des dizaines de métiers très diversifiés, dont certains que je découvre aujourd'hui. Ensuite parce que nous sommes dans un contexte de restrictions budgétaires : nous devons gérer la rareté des moyens plutôt que leur abondance. Enfin parce que l'enveloppe consacrée au personnel se réduit mais pas les besoins. Mon but, c'est de faire plus et mieux avec moins de moyens car le service aux citoyens ne doit pas faiblir. Mon prédécesseur Claude Delbeuck avait déjà lancé l'administration sur cette voie. Nous sommes engagés dans un processus d'amélioration continue de notre fonctionnement. Je vais bien entendu le poursuivre. »

### La DG03 en quelques mots...

**JR :** « La DG03 ce sont dix départements aux noms parfois un peu rébarbatifs (NDLR : lire ci-contre) mais ils travaillent dans quatre grands types de métiers : l'amélioration de l'environnement (déchets, prévention des pollutions...), l'amélioration de la viabilité des secteurs économiques (aides et encadrement de l'agriculture, productivité de la forêt...), le renforcement de la qualité des produits et la gestion de crise (pollution, incendies de forêt, inondations....) le tout marqué à l'aune du développement durable qui sous-tend la vision de la DG03. »

### Votre défi n'est-il pas aussi de réconcilier agriculture et environnement ?

**JR :** « Ils ne sont pas en conflit. Mais mon objectif est de créer entre eux de meilleures connexions, une meilleure intégration. L'agriculture a déjà fait beaucoup en matière d'environnement grâce à deux types de mesures : la carotte et le bâton. »

### C'est-à-dire ?

**JR :** « Le bâton c'est la conditionnalité des aides et, dans les prochaines années, le lien entre l'octroi d'aides et

le respect des exigences européennes de verdissement de l'agriculture. La carotte, ce sont les aides réservées à ceux qui vont au-delà des exigences minimales : le bio, les mesures agri-environnementales, les tournières enherbées,...

### Le bio, c'est 'le' modèle futur de l'agriculture wallonne ?

**JR :** « C'est un des modèles possibles. Il y a une demande pour ce type de produits, portée par des consommateurs plus exigeants. La grande distribution y répond partiellement par des importations, parfois en provenance de pays très éloignés. Il y a donc un marché à prendre. Et à organiser : la plupart des producteurs bio wallons sont portés sur le lait et la viande mais il reste des besoins énormes à combler en matière de fruits, de légumes, de céréales... C'est la raison pour laquelle la Wallonie prépare un plan stratégique pour le développement du bio. » (cf. page 10)

### Quel modèle alors pour l'agriculture wallonne ?

**JR :** « La ferme idéale, c'est une exploitation de type familial, qui a diversifié ses productions et qui a acquis une certaine autonomie en matière protéique, en matière énergétique et qui a gardé une certaine indépendance décisionnelle. Ce dernier point est important car il suppose une plus grande indépendance par rapport aux groupes internationaux vecteurs d'une agriculture industrielle. »

### Pourquoi cette recherche d'autonomie à tout prix ?

**JR :** « La crise du lait est un bon exemple pour l'expliquer : les achats d'aliments à l'extérieur représentent jusqu'à 50 % des charges opérationnelles de production. Un meilleur équilibre entre cultures, prairies et besoins des animaux pourrait permettre d'améliorer cette situation. »

### Un retour vers le passé ?

**JR :** « Non, car dans le passé on parlait d'autarcie alors qu'aujourd'hui on parle

## LES 10 DÉPARTEMENTS DE LA



DÉPARTEMENT DES POLITIQUES EUROPÉENNES ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX – DPEAI

DÉPARTEMENT DE L'ETUDE DU MILIEU NATUREL ET AGRICOLE – DEMNA

DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT – DD

DÉPARTEMENT DES AIDES – DA

DÉPARTEMENT DE LA NATURE ET DES FORÊTS – DNF

DÉPARTEMENT DE LA RURALITÉ ET DES COURS D'EAU – DRCE

DÉPARTEMENT DU SOL ET DES DÉCHETS – DSD

DÉPARTEMENT DES PERMIS ET AUTORISATION – DPA

DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU – DEE

DÉPARTEMENT DE LA POLICE ET DES CONTRÔLES – DPC

d'autonomie, c'est-à-dire des fermes mixtes où les spéculations sont organisées dans un esprit de complémentarité, ou alors un système où la mixité est assurée par une collaboration entre les exploitations : ta paille contre mon fumier par exemple. »

### Est-ce possible dans un secteur où l'individualisme reste présent ?

**JR :** « C'est faisable. Demain, les agriculteurs devront vaincre ces individualismes. Ce n'est pas une fatalité. L'encadrement veillera à les encourager à faire des regroupements, ne serait-ce que pour avoir de meilleures positions de négociation. »

### Quel message le nouveau patron de la DG03 veut-il faire passer aux agriculteurs ?

**JR :** « La situation n'est pas simple pour tout le monde mais, quoiqu'il arrive, le Wallon, le Belge, l'Européen, continuera à manger. Aussi, l'agriculteur wallon a des atouts à mettre en avant dans ce contexte : fournir des aliments en pariant plus que jamais sur la qualité de ceux-ci. Par ailleurs, la nouvelle PAC invite les agriculteurs à s'assumer plus, à être moins dépendants des aides. Ce doit être l'occasion de penser meilleure organisation, groupements de producteurs, diversification... Tout le monde ne peut pas faire tous les métiers ni s'inventer de nouveaux métiers. Mais notre porte est ouverte à tous ceux qui veulent réfléchir à la manière de concrétiser l'agriculture wallonne de demain. »



# CODE WALLON DE L'AGRICULTURE ET DE L'HORTICULTURE



## LES GRANDES ÉTAPES DU CODE WALLON DE L'AGRICULTURE ET DE L'HORTICULTURE

- **Décembre 2012 – février 2013**  
Consultation de nombreux acteurs  
et des agriculteurs sur le terrain
- **Mars-avril 2013**  
Rédaction du Code et  
concertations sur les textes
- **Juillet 2013**  
Adoption du Code par le  
Gouvernement wallon
- **Fin 2013**  
Adoption par le Parlement wallon  
et mise en œuvre

### QU'EST CE QU'UN CODE ? A QUOI SERT-IL ?

La Wallonie dispose de différents codes : le Code forestier, le Code de l'Environnement ou encore le Code de l'Aménagement du territoire. Ces codes reprennent l'intégralité des règles législatives relatives à une thématique et permettent ainsi une plus grande cohérence des normes et une facilité d'utilisation.

En agriculture, un tel code était inexistant. Depuis la régionalisation des compétences en la matière en 1988, il faut donc jongler entre d'anciennes lois fédérales et de nouveaux décrets régionaux.

Avec le nouveau Code wallon de l'Agriculture et de l'Horticulture, cette complexité appartiendra bientôt au passé. Bien plus qu'une simple note d'intention, ce texte se veut fondateur et fédérateur. L'agriculture wallonne, ou plutôt les agricultures tant elles sont riches et diversifiées, méritent des politiques à la hauteur du rôle qu'elles remplissent pour la société. Ces politiques doivent se baser sur une vision partagée, un réel projet commun.

Cette vision pour notre agriculture que définit le Code est celle d'une agriculture familiale, écologiquement intensive, nourricière et connectée à la société. Le Code compilera les diverses législations existantes pour une meilleure cohérence avec cette vision, sans créer de nouvelles contraintes. Les difficultés financières de nombreux producteurs, les problèmes d'installation pour des jeunes ou les diverses crises démontrent en effet que notre modèle agricole et alimentaire est à (re)définir et qu'il nous faut un projet d'avenir. Faire de cette nécessité une opportunité en impliquant tous les acteurs, telle est l'ambition poursuivie avec le Code.

### POURQUOI ? QUELS CONSTATS ?

Outre l'absence d'un texte fédérateur et d'une vision pour l'agriculture wallonne, les travaux préparatoires au Code et les concertations ont mis en évidence un manque de clarté des acteurs de l'encadrement agricole et une multiplication des structures.

Centre de recherches, agence de promotion, organismes de formation, organismes de conseil sur de nombreuses thématiques, ... la Wallonie met chaque année des moyens importants pour assurer l'encadrement des agriculteurs. Il est nécessaire que ceux-ci gagnent en visibilité et profitent de la manière la plus directe possible aux agriculteurs.

En parallèle au Code proprement dit, une réflexion globale



# DÉCRYPTAGE

sur le paysage des acteurs a donc été menée. Elle s'est conclue par une réorganisation de structures (par exemple, les asbl chargées de l'encadrement des mesures agro-environnementales et de Natura2000), de nouveaux liens entre recherche et vulgarisation et de nouvelles pratiques pour mieux coordonner les politiques agricoles au niveau des administrations et du politique.

Pour accéder à tous ces services, vous pourrez dans le futur solliciter les 'Espaces wallons de l'Agriculture', véritables guichets uniques présents à travers toute la Wallonie au service des agriculteurs.

## REPLACER L'AGRICULTEUR AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS : L'OBJECTIF CLÉ !

Pour mener à bien cet ambitieux chantier, la Wallonie a tout d'abord décidé de vous donner la parole et de vous écouter, au travers d'une vingtaine de réunions auxquelles plus de 3.000 d'entre vous ont participé.

Plus de clarté, plus d'efficacité, faire mieux avec les mêmes moyens et surtout, remettre les producteurs au centre des préoccupations, leur permettre de prendre part à la définition des politiques agricoles, ... telles sont les lignes de conduite de ces travaux qui vous ont été présentées le 11 mars dernier à Gembloux à l'occasion de la première assemblée générale des producteurs.

### Concrètement, cela se traduit par :

- Une nouvelle organisation mettant les producteurs au centre, via la mise en place d'un Collège des Producteurs, encadré par du personnel d'appui venant des actuels conseils de filières ;
- La mise en place d'un Comité Stratégique Agriculture (COSTAGRI) pour conseiller le Ministre et assurer un échange et une cohésion des politiques entre administration, Centre de recherches et agence de promotion ;
- La réalisation de plans opérationnels thématiques coordonnés entre tous les acteurs dont notamment un plan foncier, un plan promotion, un plan autonomie énergétique, etc...

Venez discuter de ce grand projet pour notre agriculture avec votre administration sur le village 'Agriculture de Wallonie' lors de la Foire agricole de Libramont.

## LA PASTILLE 'AGRICULTURE DE WALLONIE'

L'origine des produits que nous consommons a suscité de nombreuses interrogations cette année. Les consommateurs sont en demande d'un moyen d'identification rapide des produits de chez nous, respectant toutes les normes qu'ils ont voulues. La nouvelle pastille 'Agriculture de Wallonie' remplit cet objectif et entend donner une image unique à nos produits locaux afin qu'ils deviennent un réflexe d'achat pour le consommateur.

Ce logo sera dévoilé lors de la Foire agricole de Libramont, qui en arborera par ailleurs les couleurs. Dès juillet, si votre exploitation est établie en Wallonie, vous pourrez demander le droit d'utilisation de ce logo à l'APAQ-W et bénéficier des nombreuses actions de promotion qui y seront liées.



Pour en savoir plus à partir du 26 juillet : [www.agriculturedewallonie.be](http://www.agriculturedewallonie.be)

# UN PLAN POUR DOUBLER LA DOSE DE BIO EN WALLONIE

Et si le bio était autre chose qu'une mode ou qu'une source de primes ? En lançant le 'Plan stratégique bio' la Wallonie a bien l'intention d'en faire une des lignes de force de son agriculture, à l'image d'ailleurs de la ferme Grodent, un des pionniers du secteur.

**P**rès de 55.000 hectares (54.745 exactement) sous contrôle actuellement. Environ 7,6 % de la surface agricole utile... Incontestablement, l'agriculture bio en Wallonie représente désormais bien autre chose que l'activité de quelques originaux post-soixante-huitards... Dit autrement, l'agriculteur bio n'est plus seulement un éleveur de chèvres aux cheveux longs... Aujourd'hui, l'agriculteur bio – ils sont près de 1.100 aux quatre coins de la Wallonie – est éleveur bovin, producteur de fruits, de légumes, de lait, de céréales... Parfois il cherche une forme plus aboutie de son travail en transformant lui-même sa production, plus particulièrement dans le secteur laitier. Parfois aussi, il combine plusieurs spéculations, favorisant ainsi le recours à l'autonomie protéique. Pour mémoire, et pour faire bref, l'agriculture biologique se caractérise par l'absence de recours à la chimie de synthèse dans les cycles de production, aussi bien en matière d'engrais que de pesticides. Pour le surplus, elle cherche à mieux respecter le vivant et les cycles naturels, à travailler en phase avec la biodiversité... Rotation des cultures, engrais verts, compostage, lutte biologique contre les parasites... font le quotidien des agriculteurs bio. Tout un programme qui, primes aidant, réunit de plus en plus



MALMÉDY **LA FERME GRODENT**

LA VALEUR AJOUTÉE PEUT  
DEVENIR UNE ASSURANCE  
REVENUS POUR L'AGRICULTEUR

Il est des parcours de vie qui ne laissent pas indifférents. Celui de **Guy et Anne-Marie Grodent** est de ceux-là. En 1974, rien ne prédestinait ce journaliste et cette infirmière à troquer, l'un sa plume, l'autre son tablier blanc, contre des salopettes d'agriculteurs. Rien, sauf peut-être la spécialité de Guy Grodent : il était journaliste certes, mais journaliste agricole, une des plumes du journal des UPA, une véritable tour d'observation en fait pour décrypter les changements qui traversent le monde au début des années 70 : alors que les premiers environnementalistes luttent contre l'éclosion du nucléaire, le monde agricole s'engouffre dans l'intensification et met partiellement son sort entre les mains des industriels. Entre les deux, Guy Grodent a le sentiment qu'il doit agir. Il le fera en (ré)inventant une troisième voie : il devient un des pionniers de l'agriculture bio en Belgique en exploitant une petite ferme dans le hameau de Bernister, à deux pas de Malmédy. « C'étaient des originaux, ils étaient un peu rebelles... », raconte aujourd'hui leur fils Raphaël. Si ce dernier veille depuis 2008 avec ses parents sur une ferme modèle en la matière, il n'élude pas les prémices de l'aventure.

d'adeptes. Ainsi, lentement mais sûrement, avec une progression de 10 % chaque année, l'agriculture bio gagne tous les coins de la Wallonie. Et toutes les spéculations agricoles. Suffisant ? Que nenni ! **La Wallonie s'est lancé un défi : doubler les surfaces de production 'bio' à l'horizon 2020, autant dire la semaine prochaine ! C'est la raison pour laquelle elle mettait en juin 2013 la dernière main à un 'Plan stratégique pour l'agriculture bio à l'horizon 2020'**, un plan qui s'inscrit dans le contexte du nouveau 'Code wallon pour l'agriculture et l'horticulture' (lui aussi en phase d'atterrissage) et du second pilier de la nouvelle PAC (Politique agricole commune) au niveau de l'Europe. Un paquet de millions en plus pour les agriculteurs ? Le 'Plan stratégique bio' se décline dans une trentaine de mesures dont une bonne partie a trait à l'encadrement et à la formation. C'est parce que la conversion, le passage de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture bio, constitue un bouleversement fondamental – doublé d'une révolution de mentalité – qu'un encadrement approprié est indispensable. Car, alors que les initiatives privées se multiplient, les conseils publics sont rares en la matière. Le plan bio

va résoudre ce problème en association avec des asbl actuellement actives sur le terrain. Un budget additionnel de 330.000 euros est prévu pour financer ce volet. Le plan s'attachera aussi à développer des filières de production, transformation et distribution, à informer le monde rural, à sensibiliser les agriculteurs, à développer l'utilisation de leurs produits dans les collectivités et, last but not least, à doper la recherche dans le secteur. Lorsque le plan sera voté, la Wallonie devrait en effet mettre un million d'euros à la disposition du Centre wallon de Recherches agronomiques de Gembloux. De ponctuelle actuellement, la recherche dans ce secteur deviendra permanente avec la création d'une cellule spéciale au sein de ce centre. Et, promis juré, il s'agira de recherche appliquée dans les fermes, en phase avec les préoccupations du terrain donc.



Pour en savoir plus :  
[agriculture.wallonie.be/bio](http://agriculture.wallonie.be/bio)

« Ils avaient douze vaches et sont passés directement en bio, sans beau-coup d'expérience ». A l'époque, ils font d'ailleurs un choix déterminant : ils lancent une transformation fromagère et remettent au goût du jour la notion de circuit court.

### SOIXANTE VACHES MAIS SIX EMPLOIS

En 1990, la petite famille déménage sur les coteaux du village de Burnenville aux portes de la Haute Ardenne. La ferme Grodent, c'est aujourd'hui une quarantaine de vaches laitières et une vingtaine de vaches allaitantes. Ce sont aussi quelques parcelles de céréales et une soixantaine d'hectares de prairies pour assurer pâturage et production de foin ou préfanés. C'est encore une série de produits laitiers frais et une gamme de cinq fromages bio au lait cru : pâte molle, pâte demi-dure, croûte fleurie, allégé, longuement affiné... C'est enfin une demi-douzaine d'emplois : ceux des deux fondateurs, celui de leur fils Raphaël qui partage son temps entre une administration bruxelloise et la ferme, celui encore d'un ouvrier agricole et

de deux fromagères à temps partiel. « J'avais la vocation, restait à trouver le bon moment... A 33 ans, je me suis dit que c'était le moment ou jamais. Si je n'avais pas repris le flambeau, il m'aurait manqué quelque chose ». Un mi-temps à Bruxelles, un autre mi-temps à Burnenville... Les choses ne sont pas simples pour l'agriculteur à son tour père de famille mais la passion est là. « Mes parents veillent toujours au grain et je me fais aider. De plus, les papiers ne me rebutent pas. »

### SAVOIR PRODUIRE MAIS AUSSI SAVOIR VENDRE

S'il le pouvait – question emploi du temps – Raphaël Grodent prendrait bien quelques vaches de plus, histoire

de mieux répartir les frais fixes. Cela étant, il le concède volontiers, la valorisation fromagère assure à la ferme des revenus simplement corrects mais aussi fort peu sensibles aux soubresauts du marché. C'est en ce sens que la valeur ajoutée peut devenir une 'assurance revenus' pour l'agriculteur. Cependant, Raphaël croit que l'avenir de l'agriculture passe par une plus grande coopération entre les gens du terrain... et cherche des partenaires pour continuer à développer cette belle aventure.

Si la ferme Grodent sait y faire en matière de transformation, elle a également 40 années d'expérience dans la commercialisation. La production s'écoule pour une part en local (marchés, tournées, vente à la ferme) et pour une autre part via des distributeurs, notamment Ecodis, une société de commercialisation de fromages bio et de terroir fondée par... David Grodent, le propre frère de Raphaël. Circuit court quand tu les tiens...



Pour en savoir plus :  
[www.fermegrodent.be](http://www.fermegrodent.be)

# PROTÉINES : PLUS D'AUTONOMIE POUR PLUS D'ÉCONOMIES

**Comment se débarrasser durablement des grosses factures de matières premières pour l'alimentation du bétail ? En renouant avec les cultures protéiques ! Coup de projecteur sur l'auto-production d'herbe et de protéagineux.**

**U**n tiers et c'est tout ! Pour trois tonnes de protéines consommées par les élevages européens, une seule est produite sur le sol européen. Le reste est importé d'Outre-Atlantique. Et le reste, ce sont essentiellement des tourteaux de soja ! C'est dire combien l'Europe est indirectement dépendante de l'étranger pour nourrir ses populations. C'est dire aussi combien la rentabilité des exploitations elle-même est dépendante des marchés américains. Le tourteau de soja se négociait fin mai à 450 euros la tonne mais il est déjà monté à 630 euros, sans qu'aucun fermier n'ait une prise sur les fluctuations de prix de ces matières premières. C'est dire enfin combien la traçabilité des aliments de base peut devenir aléatoire. « C'est bien simple, assure Eric Froidmont, coordinateur d'unité au Centre de Recherches agro-nomiques de Gembloux, on ne sait quasiment plus certifier de tourteaux de sojas « sans OGM. » Aux USA, 90 % de la production se fait au départ de plantes génétiquement modifiées. » Morale de l'histoire ? Produisons nous-mêmes nos protéines végétales ! C'est en tout cas le message de la Wallonie à ses producteurs de viande et de lait, un message en cohérence avec une agriculture moins intensive, plus familiale, plus durable.



## LENS **LA FERME RAUCQ** POUR PLUS DE BONHEUR EN AGRICULTURE

Un supplément de main d'œuvre mais tellement plus de bonheur... Cela fait quinze ans maintenant que **Daniel et Monique Raucq-Renard** sont passés d'une ferme traditionnelle du Hainaut à une exploitation mixte associant pâturages, fourrages, céréales et lait, à mille lieues de la ferme de Papa qui privilégiait la Bleue mixte et les cultures de froment, escourgeon, betterave, maïs...

Nous sommes à Lens, une belle exploitation de briques rouges flanquée d'une stabulation pour l'hiver, d'une salle de traite, d'un hangar de stockage... un grand classique. Sauf que derrière les murs, le projet ne l'est pas tout à fait.

« Nous avons repris la ferme en 1979, j'étais un inconditionnel du maïs car j'avais suivi les cours du CIPF. Je me suis toutefois rendu compte qu'il s'agissait de cultures onéreuses. Progressivement, à partir de 1998, nous avons délaissé le maïs pour nous tourner vers l'herbe et les céréales fourragères ». Un changement de culture, de priorités, de mentalités... Et cette question :



Et praticable par les éleveurs wallons ? C'est le pari de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement qui présente une série de solutions. Pas trente-six mais au minimum trois : optimiser les fourrages de bonne qualité, valoriser les parts croissantes de coproduits issus des biocarburants et développer la production des protéagineux (lupin, féverole, pois...) tout en améliorant leur valorisation.

Sur le terrain, ça se décline de trois manières, à commencer par la production d'herbe qui doit être considérée comme une culture à part entière. « Un hectare de soja produit 1.100 kg de protéines à l'année. Le même hectare d'herbe produit lui... 1.500 kg de protéines ». Pâturée ou récoltée sous différentes formes, elle peut assurer une alimentation durant une grande partie de l'année. Le même raisonnement peut être tenu avec la luzerne qui, elle, peut produire jusqu'à 2.400 kg par hectare.

Au-delà de l'herbe, la solution des co-produits de l'industrie agroalimentaire se révèle elle aussi intéressante : les tourteaux de colza, les drêches de froment issues de la production de bio-éthanol, les drêches de brasserie ou les tourteaux de tournesol ont un rôle à jouer.

Et puis le tour ne serait pas complet sans un coup de

projecteur sur l'autoproduction de protéagineux : lupins, pois, féveroles ont leur place dans l'alimentation du bétail. Les surfaces cultivables ou pâturables n'étant pas extensibles à souhait, le raisonnement suppose cependant des changements de spéculation, voire aussi des changements d'habitudes en matière de consommation. C'est le sens de toute une série de recherches menées ou à mener par le CRA-W : optimisation des rations, modélisation de la carrière idéale d'une vache allaitante, évaluation de l'efficacité azotée, observatoire de la pousse d'herbe, tests de variétés d'herbages, quête du meilleur équilibre protéine-énergie... Tout un programme... pour plus d'autonomie. Et des économies !



Pour en savoir plus :  
[cra.wallonie.be](http://cra.wallonie.be)

pourquoi acheter à l'extérieur ce que la ferme peut produire pour alimenter le bétail ?

### UNE AGRICULTURE PLUS RESPECTUEUSE DES TERRES

La réponse en fait, le couple Raucq-Renard l'a façonnée sur mesure. Le cœur de l'exploitation, c'est un troupeau de vaches laitières alimenté par les productions des terres voisines. En 2009, sous l'insistance de Monique, la ferme se convertit au bio. « Le bio, je l'avais dans la peau. J'ai toujours fait un potager 100 % naturel. J'ai toujours eu envie d'une agriculture plus respectueuse des terres et des consommateurs », dit Monique. Le bio est une chose mais la véritable originalité de cette exploitation est sa recherche d'autonomie pour l'alimentation de son bétail. Dans les faits, les 45 hectares de la ferme Raucq se partagent entre prairies temporaires, prairies permanentes et cultures fourragères. Les premières alternent les foins et les cultures de céréales fourragères (triticale, avoine, pois,...). « Après deux à trois années de prairie

temporaire, on laboure pour semer des céréales, c'est très courant en agriculture biologique », explique Daniel Raucq. Quant aux prairies permanentes, elles portent bien leur nom : divisées en petites parcelles d'un demi-hectare, elles reçoivent chacune à leur tour (pour 2-3 jours) le troupeau de laitières. Principal intérêt : une herbe qui donne un lait hautement dosé en Omega3 et CLA (acides linoléiques conjugués) et enrichit le sol en humus.

### POLYCULTURE-ÉLEVAGE : LE GRAND RETOUR

« C'est applicable partout mais ça suppose de changer en profondeur la structure des fermes. En théorie, on pourrait très bien imaginer un système d'échange entre agriculteurs voisins mais il est beaucoup plus facile de développer cette autonomie dans des fermes moyennes de polyculture-élevage. Cela permettrait de maintenir un maximum d'exploitations dans la région », dit encore Daniel Raucq. Et il ajoute : « On ne peut certainement pas nier que la transformation

et la vente directe à la ferme engendrent une surcharge de travail, cependant notre système permet d'une part de réduire le temps consacré à l'alimentation et d'autre part de diminuer fortement les achats de matériels. L'argent ainsi épargné sert à payer une personne à temps partiel plutôt qu'à rembourser des emprunts. »

Pas de regret ? « Notre modèle d'exploitation, c'est un peu plus de labeur mais c'est aussi bien plus de bonheur et d'épanouissement ». De plus, avec l'aide de leur fils Julien qui tient le flambeau avec eux, les Raucq sont allés un pas plus loin : si le lait labellisé bio se vend bien, en tout cas mieux que le standard, il alimente aussi la petite fromagerie familiale. Monique et Julien produisent notamment un excellent fromage à pâte demi-dure, le 'Trèfle du Hameau', à tester sur le pain, à l'apéro ou comme base d'une succulente raclette made in pâturages du Hainaut.



Pour en savoir plus :  
[www.saveurspaysannes.be](http://www.saveurspaysannes.be)

# DE L'OR VERT DANS LES FUMIERS

**Bouses, lisiers et autres fumiers sont de véritables trésors gazeux. Il 'suffit' de les faire fructifier... dans un digesteur.**

**De quoi assurer, à l'instar des Devos, l'autonomie énergétique d'une exploitation.**

Pour une valorisation branchée, biométhanisez ! Le slogan n'est pas de nous mais de l'asbl Valbiom, chargée de soutenir le 'développement durable et harmonieux des filières de valorisation non-alimentaire de la biomasse'. Pourquoi cela concerne-t-il l'agriculture ? Parce que le secteur de l'élevage produit de grandes quantités de biomasse, l'appellation un peu plus poétique des lisiers et autres fumiers. On connaissait déjà l'épandage brut comme fertilisant, on connaissait aussi le compostage des gisements solides avant leur épandage, on parle désormais d'en extraire le meilleur pour le transformer en gaz des... champs. Pour comprendre, il faut d'abord rappeler ce qu'est la biométhanisation. Ceux qui ont quelques souvenirs émus de leur cours de biologie savent déjà qu'elle est liée au processus d'anaérobiose, un procédé de fermentation de matières organiques par des micro-organismes dans des conditions spécifiques de température et d'oxygène. A l'issue de ce processus, deux produits sont générés : du biogaz (méthane et gaz carbonique) et un résidu (le digestat). Le méthane ainsi produit peut théoriquement, après épuration, être injecté dans le réseau de gaz naturel. Mais le plus souvent il est valorisé dans une chaudière pour la production de chaleur, dans un moteur alimentant un alternateur pour la production d'électricité ou dans une unité de cogénération capable de produire les deux à la fois. Il faut savoir aussi que les technologies de biométhanisation peuvent varier en fonction du type de matière première. On parle de 'biométhanisation en phase solide' quand la matière (fumiers, pelouses, déchets alimentaires...)



## FRAMONT (PALISEUL) LA FERME DEVOS L'AVÈNEMENT DU GAZ DES CHAMPS

Une bâche paraissant gonflée à l'hélium... Un container laissant échapper un bruit de moteur... Le tout discrètement installé à l'arrière de la ferme. Cela n'y paraît pas au premier abord mais on est là face à un concentré de technologies, capable de transformer la partie la plus encombrante et la plus malodorante d'un élevage bovin en énergie noble. Nous sommes chez Devos, une exploitation propre sur les hauteurs de Framont (Paliseul). Ici, c'est l'Ardenne mais c'est à un couple de Flamands que l'on doit la première installation wallonne de biométhanisation.

**Steven Devos** est arrivé à Framont en 1999. Originaire de Waregem, il

rêvait de diriger une ferme laitière... comme Papa. Mais comme Papa est encore jeune, Steven prospecte alors les Etats-Unis, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie et... la Wallonie voisine. Avec sa fiancée **Veerle Delbecque**, ils sont arrivés à Framont un jour enneigé. Ils ont le coup de cœur pour la ferme Diez... Veerle termine ses études en Flandre pendant que Steven débarque en Ardenne et se retrouve bientôt à la tête d'une soixantaine de vaches laitières et d'un demi-million de litres de quota laitier.

Quinze ans plus tard, la ferme Devos compte 200 vaches laitières de race Holstein, dont 180 en production,

est placée dans un espace fermé, laissée à fermenter quelques semaines, puis finalement ressortie à l'aide d'un engin mécanique. On parle de 'biométhanisation en phase liquide sur filtre bactérien' quand on travaille avec des eaux usées, des coproduits liquides de l'industrie agroalimentaire ou de 'jus' issus de la fermentation de matières solides.

La matière liquide s'écoule le long de supports abritant les micro-organismes. On parle enfin de 'biométhanisation en phase liquide ou semi-solide' : « Cette technologie est la plus répandue en Wallonie. Les matières entrent en continu dans le digesteur grâce à des pompes. Le digestat est également évacué en continu vers une cuve de stockage », explique Gilles Gauthier, coordinateur de Valbiom.

Appliquée à l'agriculture, cela donne à peu près ceci : les lisiers d'élevage sont stockés en citerne avant d'être pompés vers une cuve recouverte d'une bâche hermétique. Le gaz produit est récupéré sous la bâche et alimente directement une installation de cogénération. Les digestats sont évacués au fur et à mesure de la production — et remplacés par du lisier frais — avant d'être stockés en attendant un épandage en prairie. Investissement minimum pour une ferme : 100.000 euros environ.

Outre le fait de ne pas dépendre des énergies fossiles pour l'approvisionnement en chaleur et électricité, la technique

permet une valorisation efficace des effluents agricoles, une réduction des factures énergétiques et une meilleure qualité des épandages (le digestat contient des éléments fertilisants plus facilement accessibles pour les plantes). « Cependant, il faut bien mesurer toutes les données du problème avant de se lancer, dit Gilles Gauthier, il faut s'assurer d'un approvisionnement suffisant en matières premières et veiller à disposer de suffisamment de terres pour l'épandage des digestats.

Last but not least, comme on n'arrête pas facilement le processus, il faut veiller à pouvoir (auto)consommer la chaleur et l'électricité produites tout au long de l'année. »

**A Libramont : Valbiom sera présent à la Foire avec pour thème 'les produits biobasés issus des productions agricoles'.**



Pour en savoir plus : [www.valbiom.be](http://www.valbiom.be)

ainsi que 120 génisses appelées à prendre la relève.

### UNE EXPLOITATION LAITIÈRE DERNIER CRI

Ce sont aussi 150 hectares de terres répartis entre herbe (108), maïs (30) et cultures de pois protéagineux (12). Le tout permet de nourrir le bétail toute l'année. La ferme Devos, c'est enfin une toute nouvelle étable — inaugurée en 2012 — avec deux robots de traite pour 140 vaches laitières, un ensemble largement automatisé, unique dans la région. « Nous voulions avoir un peu de temps à consacrer à nos enfants, dit Veerle qui entre-temps a rejoint son mari sur l'exploitation. Le fait de pouvoir décaler les heures de travail nous a confortés dans notre décision ». Une décision qui les a mis devant un nouveau défi ou, selon l'analyse, une nouvelle opportunité : produire une partie des 84.000 kW/h d'électricité dont les installations ont besoin chaque année. Après une analyse du marché, ils ont donc tenté l'aventure de la biométhanisation. En théorie,

elle doit pouvoir produire 65.000 kW/h. En pratique, les débuts ont cependant été plus laborieux. Disons, pour faire simple, que le démarrage de la fermentation voici quelques mois n'a pas été aisé mais, désormais, l'installation a de bons rendements.

Pas simple non plus de réussir le parcours administratif : l'urbanisme, le dossier de subvention, l'accès au réseau public d'électricité, les contrôles pour obtenir les certificats verts...

« Toutes les administrations nous traitent comme si nous avions une biométhanisation industrielle alors que nous travaillons à l'échelle de notre exploitation. Il faut absolument simplifier les choses si on veut populariser

le système », explique Steven Devos. Pourtant, chez Devos, on est particulièrement attentif à l'impact de l'exploitation sur l'environnement. La ferme fait d'ailleurs partie du groupement 'Terre avenir Wallonie' qui milite pour obtenir la certification environnementale Iso 14001.

### MOINS ODORANT QUE LE LISIER

« Ce qui est intéressant dans notre cas, c'est que nous n'importons aucun lisier. Nous valorisons nos lisiers au niveau local. De plus, le digestat est moins odorant que le lisier. Comme nous avons toujours eu à cœur de respecter nos voisins, ça répond aussi à notre préoccupation ». Une préoccupation qui se traduit aussi en chiffres : la biométhanisation fournit 52.000 kW/h annuels nets (déduction faite des kW dont l'installation a besoin pour fonctionner) et 1.350 litres d'eau chaude chaque jour. Au passage, elle permet une réduction annuelle de 45 tonnes de CO<sub>2</sub> !



Pour en savoir plus : [www.farmdevos.be](http://www.farmdevos.be)



# QUAND LES FERMES METTENT LES PETITS PLATS DANS LES GRANDS



**Servir sur un plateau les saveurs de terroir à ses visiteurs...**

**S'agissant du thème des 'Journées Fermes ouvertes' de juin dernier, l'exploitation 'Dôrloû' à Wodecq sait de quoi on parle. Alors que certaines en sont à leur première – et évidemment bienvenue expérience – cette belle ferme du Pays des Collines collectionne les participations. En 17 ans d'organisation, elle n'en a manqué aucune ! Une vraie vocation, un devoir presque.**

Il est vrai que l'exploitation a des choses à vendre, à commencer par son image de marque patiemment construite depuis qu'un beau matin de 1990, le couple **Freddy et Chantal Vander Donckt-Liagre**, a décidé de se convertir au bio. Elle a multiplié les spéculations et produit elle-même ses matières premières. Elle y a ajouté ce qui est tendance aujourd'hui : la vente en circuit court, le tourisme, la restauration... La ferme Dôrloû, c'est désormais un troupeau de vaches laitières et allaitantes, c'est aussi une filière complète de production porcine, ce sont encore des poules, des volailles d'engraissement, des brebis, des lapins, des productions fourragères, des céréales panifiables,

des pommes de terre, des légumes...

« Je n'achète rien, plaisante Chantal Vander Donckt, juste du papier WC ». Ce sont encore deux magasins comprenant une boucherie et une épicerie, un boulanger indépendant, un restaurant, une ferme pédagogique, un gîte, un camping... « Tout ce qui est produit ici, depuis le lait jusqu'aux volailles est vendu en circuit court, tout en créant une demi-douzaine de vrais emplois ». Autant dire que les Vander Donckt ont des choses à 'montrer' durant les Journées Fermes ouvertes. Les panneaux didactiques, les guides, le petit marché de terroir, les grillades... s'ajoutent à l'ambiance habituelle. Car à la ferme Dôrloû, 'montrer' est un devoir : « Les agriculteurs sont souvent critiqués. A une époque où tout le monde est facilement dérangé, nous, nous voulons présenter ce que l'on fait, et les conditions dans lesquelles on le fait. Si ça permet de réconcilier les acteurs du monde rural avec le grand public, c'est gagné. »

Ce qui est gagné bien sûr, ce sont les milliers de visiteurs qui, les 22 et 23 juin dernier, à Wodecq et ailleurs, aux quatre coins de Wallonie, ont découvert quelques-unes des 68 fermes participantes. Ce qui est gagné aussi, ce sont les rencontres avec des artisans locaux qui étaient invités à leur 'servir sur un

plateau' des saveurs du terroir. Ce qui est gagné enfin, et qui ne se dément pas, c'est le succès populaire auxquels participent de nombreux bénévoles et parfois même tout un village.

A l'APAQ-W, c'est Geoffroy Simonart, attaché à la promotion de l'image de marque, qui depuis 12 ans, porte l'organisation de l'événement. Il accompagne et conseille l'exploitant dans sa candidature et l'élaboration de son programme. Inlassablement, il va à la rencontre d'un secteur au service duquel il met sa capacité de communication. Traits d'union solides entre producteurs et consommateurs, les 'Journées Fermes ouvertes' confortent les liens séculaires des citoyens avec le terroir qui les nourrit.

## PRATIQUE

**70 fermes ouvertes participent habituellement. Souvent, une douzaine d'exploitations sont présentes pour une première fois. Certaines s'inscrivent une année sur deux.**

**Candidature** : spontanément ou via appel lancé en décembre 2013, tout agriculteur peut s'inscrire à la prochaine édition. Les dossiers seront validés, au plus tard en mars 2014, par un comité d'accompagnement.

**Les aides** : octroi d'une subvention d'environ 1.000 euros et de supports promotionnels.

**Infos** : à l'APAQ-W auprès de Geoffroy Simonart – [g.simonart@apaqw.be](mailto:g.simonart@apaqw.be) – 081 33 17 25 – 0497 44 44 67  
Attention l'APAQ-W a déménagé, nouvelle adresse : avenue Comte de Smet de Nayer, 14 à 5000 Namur.





Pour la première fois à Libramont, retrouvez l'intégralité des services mis à votre disposition par la Wallonie sur un stand unique : **le village 'Agriculture de Wallonie'**.

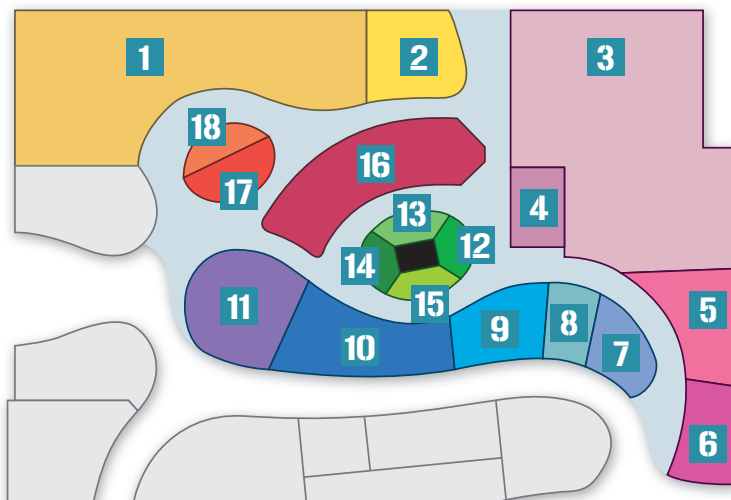
Situé dans le Hall 3 du Libramont Exhibition and Congress, le village 'Agriculture de Wallonie' vous permettra de découvrir toutes les actions menées au profit d'une agriculture wallonne de qualité par les administrations du Service public de Wallonie en matière d'agriculture mais aussi par les différentes associations spécialisées, les Universités, les Centres de Recherches, etc...

Les thématiques abordées seront variées : promotion des produits wallons, circuits courts, aides, encadrement, énergie ou encore formation. Chaque jour, plusieurs acteurs vous inviteront dans la salle de conférences du village pour en débattre et répondre à vos questions (agenda disponible dans le programme de la Foire).

Au plaisir de vous y rencontrer.

**Le nouveau logo 'Agriculture de Wallonie' pour l'identification des produits issus de l'agriculture et de l'horticulture wallonnes sera dévoilé sur le site du village 'Agriculture de Wallonie'.**

## UN VILLAGE 'AGRICULTURE DE WALLONIE' À LA FOIRE AGRICOLE DE LIBRAMONT DU 26 AU 29 JUILLET 2013



- |                              |                                    |
|------------------------------|------------------------------------|
| <b>1</b> Promotion           | <b>10</b> Universités & recherche  |
| <b>2</b> Bio                 | <b>11</b> Filières                 |
| <b>3</b> Cabinet du Ministre | <b>12</b> MAE                      |
| <b>4</b> Horticulture        | <b>13</b> Apiculture               |
| <b>5</b> Pesticides          | <b>14</b> Formation                |
| <b>6</b> DG03                | <b>15</b> Services de remplacement |
| <b>7</b> Elevage             | <b>16</b> Centres pilotes          |
| <b>8</b> Énergie             | <b>17</b> Qualité & analyse        |
| <b>9</b> Prévention          | <b>18</b> Circuits courts          |





## LA PHYTOLICENCE

La phytolice est le système de certification demandé par l'Union européenne afin de s'assurer que les utilisateurs, distributeurs et conseillers en produits phytopharmaceutiques maîtrisent bien les connaissances nécessaires.

Cinq types de phytolice seront disponibles dès le 1<sup>er</sup> septembre 2013 et obligatoires à partir du 25 novembre 2015 :

La phytolice 'Assistant à usage professionnel' (P1)

La phytolice 'Usage professionnel' (P2)

La phytolice 'Distribution/Conseil' (P3)

La phytolice 'Distribution/Conseil produits non professionnels' (NP)

La phytolice 'Usage professionnel spécifique' (SP)

Dès cette année, il sera possible d'obtenir une phytolice sur base d'une expérience professionnelle reconnue. À partir de la date obligatoire (25 novembre 2015), la phytolice sera octroyée soit sur base d'un diplôme obtenu via l'enseignement de plein exercice, soit via l'obtention d'un certificat faisant suite ou non à une formation 'initiale'. Les phytolices auront une période de validité de six ans. Pour la renouveler, le candidat devra suivre une formation continue afin de mettre à jour les connaissances acquises. Ces formations, centralisées par la Wallonie, seront disponibles à partir de 2018.

Retrouvez toutes ces informations relatives aux mesures Wal1.1. à 1.5. du Programme wallon de réduction des pesticides (PWRP) sur le site [www.wallonie-reductionpesticides.be](http://www.wallonie-reductionpesticides.be)

## LA CHASSE

### COMMENT VOUS PRÉMUNIR DE DÉGÂTS DANS VOS RÉCOLTES PAR LE GRAND GIBIER, DONT LE SANGLIER ?

Sachez que si vous remplissez les conditions légales et réglementaires pour exercer effectivement le droit de chasse (dont les superficies minimales requises), la chasse en battue et au chien courant en plaine du sanglier, y compris dans les récoltes, est autorisée sans aucune formalité du 1<sup>er</sup> août au 31 décembre, la chasse à l'approche et à l'affût à cette espèce étant ouverte toute l'année. Si vous ne remplissez pas ces conditions ou si les dégâts surviennent en dehors des périodes de chasse autorisées, vous pouvez activer les procédures de destruction du sanglier dans les trois cas suivants :

- Lorsqu'il est constaté que la présence d'une trop grande quantité de sangliers cause des dommages importants à l'agriculture, le Ministre ou son délégué peut autoriser, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre, le titulaire du droit de chasse à organiser une ou plusieurs battues de destruction au bois.
- Lorsqu'il est constaté que les sangliers occasionnent des dégâts importants dans les champs de maïs, le Ministre ou son délégué peut autoriser, entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre, une ou plusieurs battues de destruction dans les champs concernés.
- Lorsqu'il est constaté que le grand gibier occasionne des dégâts aux arbres et végétaux, le Ministre, en accord avec le conseil cynégétique du territoire concerné, peut autoriser des opérations de destruction.



Pour en savoir plus, adressez-vous au cantonnement du DNF le plus proche ou consultez les arrêtés du GW du 18/10/2002 et du 12/05/2011 sur [wallex.wallonie.be](http://wallex.wallonie.be).

Retrouvez les formulaires à introduire pour les différents cas sur : [http://environnement.wallonie.be/cgi/dgrne/forms/liste\\_forms.idc](http://environnement.wallonie.be/cgi/dgrne/forms/liste_forms.idc)

# LE PROJET DE CENTRALE DE MARCHÉS DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS POUR LES PRODUCTIONS RÉGIONALES ET LOCALES

Sous l'impulsion du Ministre wallon en charge de l'Agriculture, une centrale de marchés va être mise en place en Wallonie. Ce projet, confié à l'APAQ-W, poursuit plusieurs objectifs :

- **Soutenir les producteurs du secteur agricole par l'offre de nouveaux débouchés**, la limitation du nombre d'intermédiaires au long du circuit de distribution garantissant un juste prix et le développement de nouveaux marchés ;
- **Encourager la consommation de produits wallons et locaux** par les collectivités et répondre ainsi aux besoins des collectivités de manière durable, en économisant du CO<sub>2</sub> lié au transport, et en créant de la solidarité avec les producteurs ;
- Garantir la **traçabilité des produits** consommés par et au sein des collectivités ;
- Fournir un **dispositif simple** dans les relations entre acheteurs et fournisseurs ;
- **Respecter les règles** des marchés publics.

Concrètement, la centrale de marchés facilitera les procédures administratives de marchés publics pour l'achat de produits alimentaires ou ornementaux par des collectivités publiques telles que les administrations communales, les écoles, les crèches, les hôpitaux, etc... Les producteurs répertoriés seront invités à proposer leurs produits aux collectivités intéressées par le biais d'une plateforme électronique performante et sécurisée.

La phase d'étude est en cours et sera suivie d'une phase de développement, puis de test avant le lancement public. Seront notamment visés les fruits et légumes,

les produits laitiers, les jus de fruits, les viandes et les produits du secteur horticole.

## Une centrale de marchés de produits, ce n'est pas...

- le marché matinal ou le marché des produits du terroir sur la place locale ;
- acheter pour revendre. Dans ce cas, on parle plutôt de centrale d'achats ;
- une plate-forme logistique de stockage et de distribution de produits ;

## mais c'est...

- au sens juridique du terme, un pouvoir public qui pré-sélectionne des fournisseurs ou passe des marchés de fournitures et permet à d'autres acheteurs de commander des produits, pour leur compte et à leurs frais, auprès des fournisseurs retenus, moyennant des formalités limitées.

Les producteurs intéressés sont d'ores et déjà invités à compléter le talon ci-dessous afin de communiquer à l'équipe projet de l'APAQ-W leur intérêt à participer et leurs coordonnées, voire leurs suggestions. Ils seront repris dans une base de données et contactés le moment venu. Leurs coordonnées ne seront pas communiquées à des tiers sans leur autorisation préalable, conformément à la réglementation relative à la protection de la vie privée.



Madame/Monsieur : .....

Adresse : .....

GSM : ..... Adresse e-mail : .....

Activité : .....

Est intéressé par le projet 'centrale de marchés' et souhaite être recontacté : ☐

Souhaite faire part à l'équipe projet des remarques et suggestions suivantes :

.....  
.....  
.....

Date et signature :

**A renvoyer à l'APAQ-W par e-mail (a.dumont@apaqw.be) ou par courrier postal (APAQ-W, Avenue Comte de Smet de Nayer, 14 – 5000 NAMUR)**



